

Rennes, le mercredi 2 décembre

LA FRANCE QU'ON AIME

Martine AUBRY

à Geneviève, Joël, Wali et Mustapha

(Seul le prononcé fait foi)

Chers amis,

Vous venez de voir et d'entendre, dans ce film, des Français parler de la France qu'ils aiment, des valeurs qu'ils portent, et de la société dont ils rêvent.

Ils sont venus dans ce Tour de France organisé par le Parti Socialiste pour parler de l'identité de la France avec ceux qui la font vivre, qui la construisent et qui la transforment.

A chaque fois, des centaines de nos compatriotes ont pris le temps de venir réfléchir librement avec nous, et je les en remercie. Ils se sont souvent dépêchés de rentrer du travail. Ils ont renoncé à une soirée en famille. Pour parler de l'essentiel, de ce qui nous réunit. Des paroles fortes et souvent émouvantes.

Bien sûr, j'ai entendu la souffrance, le mal-être, le désarroi dans une société qui marche sur la tête. Mais j'ai ressenti aussi l'énergie de celles et de ceux qui créent, qui produisent, qui sont généreux et solidaires, et qui ont l'enthousiasme des bâtisseurs d'avenir.

Ils nous ont parlé de la France qu'ils aiment et dont ils sont fiers. Et ce dont ils parlaient d'abord avec force, ce sont des grands principes qui fondent notre République : la liberté, l'égalité, la fraternité, et beaucoup ont ajouté la laïcité. Ils nous ont dit leur attachement à ces valeurs comme leur inquiétude de les voir abîmées.

Je le dis ici avec solennité et même gravité : l'identité de la France est un joyau trop précieux pour être soumis aux aléas des joutes électorales et aux vivats d'une propagande gouvernementale.

L'identité de la France, ce n'est pas la droite, ce n'est pas la gauche, c'est bien plus, c'est la République. Comme idée, la République a plus de deux siècles ! Comme régime, plus de cent ans ! Comme promesse intégralement tenue, elle est encore à parfaire !

Liberté, égalité, fraternité, laïcité, changer les mots en actes, voilà le grand défi. Je le dis avec la force puisée dans les rencontres avec ces milliers d'hommes et de femmes d'Angoulême à la Seynes-sur-Mer, de Tourcoing à Auch, de Grenoble à Nancy en passant par Cachan et aujourd'hui Rennes.

Voilà la France qu'on aime, celle que j'aime et dont je veux vous parler. La France qui ne doute pas de son identité. La France qui s'inquiète du recul de sa démocratie, de son modèle social et de son vivre ensemble. La France qui aspire à une nouvelle donne pour l'avenir.

I – Une identité républicaine

La France bien sûr, ce sont ses territoires, ses paysages naturels si divers, si beaux, ses montagnes qui l'élèvent, ses mers qui la caressent ou la giflent, ses plaines qui la posent. Ses monuments qui viennent rappeler notre passé, ses universités qui indiquent le futur. Ses écrivains, ses artistes, ses hommes de science, qui ont fait notre histoire et qui éclairent notre avenir.

La France, c'est une langue admirable, une histoire vivante, un patrimoine remarquable, une culture dont nous héritons et que nous avons le devoir d'enrichir et de transmettre.

Mais, être français, c'est d'abord et surtout partager des valeurs, être un citoyen avec des droits et des devoirs, et vouloir construire ensemble un avenir commun.

Oui, la France, se définit d'abord par ses valeurs. **La France est un pays qui s'apprend plus qu'il ne s'hérite.**

La France, ce sont les **Droits de l'Homme et du Citoyen**, qui portent un message de respect et de tolérance. C'est la France de Montesquieu, de Diderot, de Tocqueville, la France de la Déclaration de 1789, la France de tous ceux qui furent les défricheurs de la liberté.

La France, c'est l'égalité, et le modèle social qui la porte : égalité par l'école publique, égalité par la protection sociale, égalité par la redistribution. C'est un système de santé parmi les meilleurs au monde, une assurance-chômage pour tous, une retraite qui doit être décente. La France, c'est un pays où on ne doit laisser personne sur le côté de la route. C'est la France du programme du Conseil national de la Résistance qui demandait « *l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie* ». Une belle phrase à méditer aujourd'hui ! Et c'est ce modèle social - héritage partagé - qui nous protège aujourd'hui face à la crise, ce modèle social avec lequel, il n'y a pas si longtemps, on nous disait qu'il fallait rompre.

La France, ce sont des services publics, la puissance publique au service de l'intérêt général.

La France, c'est le droit du sol, qui fait que toute personne qui naît et grandit en France est française. C'est une France accueillante et ouverte. Jules Ferry le disait avec force dans son discours d'Epinal en 1887 : « *Au lieu de fermer la République, il faut l'ouvrir, l'ouvrir à tous les hommes de bonne volonté !* ». Dans le même texte, il regrettait ce « *patriotisme haineux et bruyant, qui ne fait pas œuvre d'union et d'apaisement, mais qui semble avoir pris pour programme de diviser et d'exciter les citoyens les uns contre les autres.* » À plus d'un siècle de distance, cette phrase garde —ô combien— toute son actualité.

La France, c'est la laïcité, qui accueille toutes les religions pourvu que la religion reste du domaine privé et qu'elle respecte le socle de nos valeurs communes. Comme disait Jaurès, à Castres en 1904 « *démocratie et laïcité sont deux termes identiques* ». Et il ajoutait : « *Pas plus que le moine ou le prêtre ne sont admis à se substituer aux officiers de l'état civil dans la tenue des registres [...], pas plus ils ne peuvent, dans l'accomplissement du devoir social d'éducation, se substituer aux délégués civils de la nation, représentants de la démocratie laïque.* ». C'est au nom de cette conception de la laïcité que nous avons été choqués des propos du Président de la République à Latran selon lesquels « *l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur parce que lui manquera toujours le sacrifice de sa vie* ». De même, nous considérons que la République n'a pas à demander à des imams d'éteindre les incendies des banlieues, comme ce fut le cas au moment des violences urbaines de 2005. C'est à la République d'assurer l'ordre, non aux religieux. C'est cela la laïcité. On voudrait aujourd'hui la qualifier de positive ; nous le récusons, car qualifier la laïcité de positive, c'est déjà commencer à la disqualifier.

La République distingue la loi et la foi, c'est pourquoi son message est un rempart à la « *guerre des religions* » et au « *choc des civilisations* » que l'internationale des intégristes souhaite déclencher.

Mais la République protège la liberté de croyance et de conscience, et permet à chacun de l'exercer. Libre à chacun d'apporter sa réponse. Mais elle est personnelle, intime, tolérante. Elle ne saurait s'imposer aux autres consciences, ni se substituer à la loi des hommes. Préservons la laïcité, ne touchons pas à la loi de 1905 : elle n'est pas seulement le trésor de notre nation, elle est notre plus belle exportation au monde violent du 21ème siècle.

La France, c'est l'universalisme. La France se conçoit porteuse d'une mission qui la dépasse en faveur des Droits de l'Homme, en faveur de la coopération européenne et internationale, en faveur de la justice et du développement partagé. S'affirmer français, c'est toujours en même temps se sentir européen, se sentir internationaliste.

Etre Français, c'est en effet pour nous être européens. Il n'y a pas de continent où le dépassement des égoïsmes nationaux a été aussi fort. Ni d'autre continent où l'identité de chaque nation

nourrit, enrichit, celle de tous les autres. Cela aussi, parce que nous aimons la France, nous le disons : l'Europe est notre avenir. Une Europe volontaire et solidaire, accueillante et innovante.

Etre français, c'est vouloir construire ensemble notre avenir. Notre identité n'est pas figée et continue à se forger. Voilà pourquoi Ernest Renan – comment ne pas le citer ici, un breton ! – écrivait à propos de la nation française que « *si elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le [...] plébiscite de tous les jours.* ». Se réclamer chaque jour de sa devise et de ses valeurs, les faire vivre, voilà ce qu'est la France.

C'est de cette idée simple et sublime qu'est née la République, que la Révolution française résonna dans toute l'Europe, en 1789 comme deux siècles plus tard, en 1989. Comment oublier qu'à Bucarest, la foule qui se souleva contre la terreur du régime de Ceaucescu entonnait la Marseillaise, ce même « *contre nous de la tyrannie* » qui avait soulevé l'armée de Valmy.

*

Notre histoire

Aimer la France, c'est accepter de regarder son histoire en face. Comme toutes les histoires, elle est riche. Elle a ses jours de gloire comme ses parts d'ombre.

Nous sommes des citoyens responsables, pas des enfants devant des images d'Epinal. Cessons de nous décrire comme un pays constitué d'un peuple souche et rappelons nous toujours que ce qui nous unit, ce sont nos valeurs, celles qui nous ont permis le sursaut et le salut de notre pays même dans les périodes les plus difficiles.

N'hésitons pas à dire que la France que nous aimons, c'est celle des ouvriers de 1848 sur les barricades de Paris, celle des Insurgés de 1851, pas celle du coup d'Etat de « Napoléon le petit » ; la France de la Commune, pas celle des Versaillais qui l'écrasèrent ; la France en bleu-blanc-rouge de la « Rue Montorgueil » peinte par Monet, non le drapeau au nom duquel on réprima dans le sang les mineurs de Ricamarie ; la France de Zola qui accuse, pas celle qui condamna Dreyfus ; la France de Jaurès, pas de ceux qui l'ont assassiné parce qu'il refusait la guerre.

La France que nous aimons, c'est celle qui a porté Léon Blum au pouvoir, pas celle des procureurs du procès de Riom qui lui imputaient je ne sais quel « *abaissement national* » à travers les 40 heures et les congés payés, mais qui en vérité lui reprochaient non ce qu'il avait fait, non ce qu'il avait dit, mais ce qu'il était.

La France que nous aimons, c'est la France des Justes, pas celle des délateurs ; celle du général de Gaulle qui désobéit et ne plie pas, pas celle d'un maréchal de France aux ordres de l'occupant ; celle de l'Affiche rouge et de Manouchian qui parlait ainsi de notre triptyque : « *liberté, égalité, fraternité, ces mots qui disaient la France* », de Paul Eluard et de « *Liberté j'écris ton nom* », d'Aragon et de « *la Rose et le Réséda* » ; pas celle de Vichy, de ses lois scélérates, des rafles d'enfants au petit matin au Vel d'Hiv et ailleurs.

Notre histoire a connu l'esclavage, la colonisation, l'ordre moral, le renoncement de 1940, la collaboration. Se souvenir de ces taches noires de notre mémoire, c'est d'abord être capables de mieux construire l'avenir. C'est nous rendre plus forts.

Nous n'avons pas à craindre cet exercice de vérité avec nous-mêmes. Car nous retrouverons aussi dans notre passé l'énergie et la volonté des grands combats qui ont construit notre nation et façonné notre identité.

Je pense à l'héritage des lumières. Montesquieu, Voltaire, Diderot, Rousseau nous ont dit combien les hommes sont d'abord des êtres de raison et comment ensemble ils sont maîtres de leur destin.

C'est la grande leçon des philosophes du 18^{ème} siècle qui se sont élevés contre l'ordre établi pour inventer la liberté ; pour penser un homme qui ne serait plus un sujet, mais un citoyen ; pour imaginer un homme qui ne serait plus enfermé dans sa condition, mais qui serait libre de se construire ; pour imaginer

une société qui serait capable de se gouverner elle-même et de faire l'histoire ; pour proposer à l'Europe la paix et la perspective de son unification.

La France s'est constituée en portant au plus haut cette conception.

Je pense bien sûr aux combats de la Révolution pour la liberté et la démocratie. Comme le dit admirablement Ferdinand Buisson, le fondateur de la Ligue des Droits de l'Homme : *« C'est parce qu'elle est la France de 1789, le pays d'où est parti cet appel, impossible à étouffer, appel à la liberté, à la justice et à la raison, appel à l'égalité, à la fraternité, c'est parce que la France a fait cela, que nous l'aimons. [...] Un Français n'est pas seulement un homme né en France, c'est un homme né de la France qui a l'esprit formé à son esprit, qui a appris d'elle à regarder toujours plus haut, à vouloir toujours plus de lumière, toujours plus de raison, toujours plus de fraternité. »*

Je pense aussi à la Commune, qui réunit dans une même lutte les aspirations à la liberté, à la démocratie et à l'égalité sociale.

Je pense aux combats ouvriers du XIX^e et du XX^e siècle. Ils ont permis l'émancipation des ouvriers et des travailleurs. Ils ont ouvert la voie à un droit du travail et à la protection sociale.

Je pense aux **combats féministes** pour l'égalité des droits, les combats d'Olympe de Gouges, de Flora Tristan, d'Hubertine Auclert, de Louise Michel et de toutes celles jusqu'à aujourd'hui qui se sont élevées contre l'injustice de la condition des femmes.

Je pense à la **Résistance**, fondatrice de la France moderne, et son combat pour la liberté, pour la dignité, pour l'honneur.

Je pense aux combats pour la décolonisation, dont les traces sont encore douloureuses dans la société française et dans toute l'Afrique. On comprend ainsi les réactions scandalisées face au discours de Dakar, ou à cet amendement choquant sur les *« bienfaits »* de la colonisation. Sur ce point plus que tout autre, la France s'honorait à aborder de front cette période de son histoire.

Je pense aux combats pour la reconnaissance des droits des étrangers, qui se prolongent aujourd'hui avec les militants de RESF et les grèves des travailleurs sans papiers, et aux **combats contre les discriminations de toutes sortes,** qu'elles soient liées aux handicaps, au genre, à l'origine ou à l'orientation sexuelle.

Ces références ne forment pas un catéchisme. Je les cite parce que pour nous, à gauche et bien au-delà je le sais, ce sont les moments de notre histoire dont nous sommes les plus fiers. Et à travers ces combats, se sont forgées des valeurs qui constituent le cœur et la possibilité de notre vivre ensemble.

*

Des valeurs qui transforment la réalité

La France, ce ne sont pas seulement des valeurs inscrites au fronton des mairies, mais la volonté de leur donner une réalité forte.

Quand on pense à la France, on pense d'abord à un pays de liberté, où la justice et les médias sont indépendants, où l'on respecte la diversité des opinions. Et c'est pour cela que même pendant la crise, ce combat pour les libertés, nous le menons aujourd'hui. Le printemps des libertés, nous n'y renoncerons jamais.

Quand on pense à la France, on pense aussi à son modèle social. Il fait rimer liberté avec égalité, parce qu'il n'y a pas de liberté réelle sans égalité. Oui, la France ne serait pas la France sans la sécurité sociale, sans la retraite par répartition, sans des services publics de qualité. La France n'est pas la France sans un Etat fort. **La France n'est pas la France sans la passion de l'égalité.**

Très tôt, il y a en France cette conviction que le progrès ne vaut que s'il profite à tous. Qu'il ne saurait y avoir d'efficacité économique sans justice sociale.

Et disons les choses simplement. Ce qui se fissure aujourd'hui, c'est d'abord ce modèle social. Et les responsables, ce sont ceux qui favorisent les égoïsmes au détriment du collectif, qui remettent en

cause la protection sociale et les services publics, qui imposent le bouclier fiscal et l'injustice. Ceux qui aujourd'hui, au nom de l'identité nationale, tentent de diviser les Français au lieu de les unir. Comment ne pas rappeler cette phrase du général de Gaulle : « *Il y a deux catégories de Français : ceux qui disent qu'il y a deux catégories de Français, et les autres.* ».

J'ai parlé tout à l'heure aussi de **fraternité, de droits de l'homme et d'universalisme**. Ces valeurs-là également, il ne suffit pas de les proclamer. Ceux qui enferment des enfants dans des centres de rétention, qui renvoient des réfugiés dans un pays en guerre, qui expulsent des lycéens et séparent des familles, ne défendent pas les Droits de l'Homme. Ceux qui ont proposé en modèle l'Amérique de Bush, ceux qui ont reçu des dictateurs en grande pompe ne défendent pas l'universalisme.

Une femme m'a émue au cours des dernières semaines et je veux lui rendre hommage devant vous. Depuis Berlin où elle a choisi de vivre, que nous dit-elle ? Que la France où l'on poursuit les enfants jusque dans leur école n'est pas, n'est plus la France. Elle a dit sa révolte, et elle persiste malgré les intimidations de la droite la plus dure qui lui assigne un grotesque « devoir de réserve ». Cette femme, c'est Marie NDiaye. C'est l'une des plus grandes écrivaines françaises. Sa langue est superbe et parle de notre résistance à la détresse. Je le redis ce soir, ne touchez pas à Marie NDiaye. Ne touchez pas aux hommes et aux femmes de culture.

La France que nous aimons, c'est la France où Marie NDiaye aurait envie de revenir vivre.

*

Une nation métissée

C'est aussi une France qui s'assume pleinement comme la nation métissée qu'elle est aujourd'hui.

Au long des siècles, la population française a additionné les origines diverses. Sous l'Ancien Régime, c'était la France des provinces, la France des patois, un royaume aux multiples institutions et particularités qui sont encore bien vivantes. Puis à partir de la fin du XIXe siècle, notre pays est devenu une grande terre d'immigration. Toute cette diversité, nous la retrouvons aujourd'hui dans les patronymes. Italiens, Belges, Espagnols, Russes, Arméniens, Allemands ou Polonais sont venus s'installer en France pour travailler dans les mines et les usines. À partir des années 60, c'est le tour de l'immigration marocaine, tunisienne et algérienne, suivie de peu par les populations d'Afrique noire. **Tous donnent à la France son visage d'aujourd'hui.** C'est ainsi que se construit chaque jour l'identité de la France. C'est celle partagée par Camus et Césaire.

La France que nous aimons réunit toutes les histoires. Elle doit faire toute leur place aux descendants des immigrés qui ont combattu pour notre pays et tant contribué à le reconstruire, aux réfugiés fuyant les dictatures.

Toutes ces arrivées ont modelé nos villes et nos campagnes, nos entreprises, nos habitudes, notre vie quotidienne, nos goûts, notre connaissance des autres et du monde, nos rêves, et font la France d'aujourd'hui. C'est cette France que chantent les Reggiani, Yves Montand, Mouloudji, Barbara, Edith Piaf ou Jean Ferrat. Tous métèques, comme le chantait Moustaki, tous amoureux de la France et de sa liberté.

A ceux qui stigmatisent l'étranger, on a envie de répondre avec les mots simples de Charles Aznavour rendant hommage aux « Emigrants » : « *Comment crois-tu qu'ils sont venus ? / Ils sont venus, les poches vides et les mains nues / Pour travailler à tour de bras / Et défricher un sol ingrat / Comment crois-tu qu'ils ont souffert ? / Ils ont souffert, certains en décrivant l'enfer / Avec la plume ou le pinceau / ça nous a valu Picasso* ».

Aujourd'hui, on entend dire : « *mais ils viennent d'Afrique, ils n'ont pas la même religion, les mêmes valeurs, ils ne veulent pas s'intégrer, ils continuent leurs traditions, ils ne font pas l'effort d'aller vers la culture de notre pays* » ? Mais allez demander aux immigrés d'hier, Italiens ou Polonais, dont la religion était principalement chrétienne si eux-mêmes n'ont pas longtemps perpétué des traditions de leur

pays d'origine. Mais surtout, ce n'est pas parce qu'on aime le pays d'où l'on vient, le pays de ses parents que l'on n'aime pas la France.

Ces arrivées souvent plus massives hier qu'aujourd'hui, se sont faites avec des heurts et des craintes. Mais, à chaque fois, la nécessité de l'époque, le temps qui fait son œuvre, mais aussi l'engagement des hommes et des femmes qui cherchaient à unir, à respecter les autres ont permis de continuer la France.

Comment ne pas penser, ici à Rennes, à Mona Ozouf qui a magnifiquement parlé de cette tension permanente, **de cette « composition française »**, de notre République unie, mais pas uniforme.

Certains à droite nous expliquent que les immigrés n'auraient pas encore reçu les « codes d'accès » pour vivre en France. C'est bien la preuve – je le rappelle – du lien qu'elle établit entre le débat sur l'identité nationale et la question de l'immigration. C'est surtout un détournement de la vérité. Les principaux obstacles à l'intégration ne sont pas de nature culturelle. Ce sont les discriminations économiques et sociales, les échecs urbanistiques et les villes-ghettos, ou ce qui reste de racisme dans notre pays.

Arrêtons les mensonges. Arrêtons cette stigmatisation insupportable. Dénonçons les propos sur les mariages gris comme les interdictions des minarets en Suisse.

Je veux à ce moment vous faire partager le bonheur que j'ai eu à lire ces paroles de l'écrivain libanais Amin Maalouf : « *les sociétés devraient assumer, elles aussi, les appartenances multiples qui ont forgé leur identité à travers l'histoire* ».

L'égalité se gagne ou se perd à l'école, à l'entrée de l'hôpital, dans l'accès à l'emploi, dans le regard d'un DRH ou à l'entrée d'une boîte de nuit. La fraternité se gagne ou se dissout devant la porte d'une préfecture, dans la hantise d'une expulsion de sa famille chaque fois que l'on prend le métro, dans l'injustice des contrôles d'identité au faciès dans la rue ou dans le train.

Pour construire une identité commune, on ne commence pas par dire « *la France, tu l'aimes ou tu la quittes* ». On ne crée pas un ministère de l'Identité Nationale et de l'Immigration. En liant immigration et identité, on ne rend service ni aux migrants, ni à la France. Comment construire le vivre ensemble sur le refus de l'autre ?

La France qu'on aime, c'est celle qui dit : « *La France, tu l'aimes, donc tu la construis avec nous* ». Il faut faire aimer la France ; aujourd'hui nos gouvernants aggravent les fractures sociales, abandonnent les banlieues, favorisent la promotion de quelques-uns et entretiennent la stigmatisation des jeunes et aussi des Français issus de l'immigration et des étrangers.

Alors sachons définir une politique d'immigration avec des règles claires et justes, définies en partenariat avec les pays d'origine. Faisons vivre le droit d'asile dans la France, terre des Droits de l'Homme. Et comme nous l'avons demandé, donnons un avenir ici dans notre pays, en régularisant ceux qui ont montré leur capacité d'intégration depuis plusieurs années sur notre territoire, ceux qui travaillent, cotisent, paient des impôts, ceux qui ont des enfants scolarisés... C'est cela aussi l'identité de la France.

*

La gauche et la nation

Certains prétendent que **la gauche aurait un problème avec la nation**. C'est un classique d'une certaine droite que d'essayer d'exclure la gauche de l'identité collective en l'accusant de mal servir notre pays. Cela rappelle d'ailleurs des heures sombres.

Il faut citer en réponse les mots de Léon Blum devant ses juges au procès de Riom, lorsque le régime de Vichy l'accusait d'être anti-français : « *Je crois que vous ne pourrez pas nous chasser de l'histoire de ce pays. Nous n'y mettons pas de présomption, mais nous y apportons une certaine fierté : nous avons, dans un temps bien périlleux, personnifié et vivifié la tradition authentique de notre pays, qui est la tradition démocratique et républicaine.* »

Prolongeant ces paroles admirables de Blum, je voudrais rappeler la vérité historique.

En France, **ce qui a constitué la nation, c'est d'abord la Révolution.** Contre les forces réactionnaires, ce sont les révolutionnaires qui ont fait de la nation, le détenteur de la souveraineté capable de se gouverner.

Disons-le clairement : si la nation n'appartient pas à la gauche, dans notre pays, la nation est née par la gauche et par les opposants à l'ordre établi, à l'Assemblée Constituante. Elle est née d'un projet politique : le projet de l'émancipation de l'homme, le projet de la liberté démocratique, le projet de l'égalité citoyenne. Ce projet reste actuel, il est en construction permanente et il est partagé par beaucoup.

Alors cessons les faux procès et les vraies manipulations. Et regardons en face la vraie crise qui touche la France. C'est son modèle social qui est mis à mal, c'est la société qui se fissure. C'est cela que refusent les Français.

*

Les visages du tour de France

Il n'y avait qu'à entendre les Français rencontrés dans ce tour de France. Des hommes et des femmes en difficulté parfois, mais des hommes et des femmes fiers, énergiques, chaleureux, prêts à se mobiliser pour changer leur pays.

Vous !

Vous les salariés qui travaillez dur et qui gagnez peu ! Vous, les jeunes, qui galérez entre petit boulot, chômage et stage ! Vous, les parents, les familles, qui n'arrivez plus à faire face. Vous les retraités qui avez des projets et n'arrivez pas à les mener à bien. Je pense à cette dame de Nantes qui disait : « *le social, ça s'en va, ça devient un peu comme les Etats-Unis, on enlève ce qui est social, on enlève même sur les allocations familiales... on touche même la famille.* ». Je pense aussi ce soir à cette mère au foyer de Charente-Maritime qui disait « *Mon fils a 7 mois, mon autre fils a 10 ans. Ils seront quoi ? Ils seront chômeurs. Ils sortent avec la carte de chômeur dans le ventre. Moi ça me fait peur* ». Qu'on ne puisse plus entendre cela dans notre pays, voilà qui nous assigne un devoir majeur !

Je pense aussi à tous ceux qui servent la France et l'égalité au travers des services publics ! Vous les postiers, les cheminots qui luttiez contre la privatisation, pas pour vous, mais pour que les services publics ne désertent pas les territoires déshérités. Vous les fonctionnaires, professeurs, médecins, magistrats. Comment ne pas citer les propos de cette femme qui disait, bientôt : « *l'éducation ne sera plus nationale, l'hôpital ne sera plus l'assistance publique* » ou cette autre femme rencontrée à Nancy : « *On est en train, en supprimant des postes, des tribunaux, des transports, de supprimer cette France terrienne, rurale qui pour moi est essentielle.* ». Cela, je leur dis, nous ne le laisserons pas faire, nous défendrons les services publics qui sont le patrimoine de ceux qui n'en ont pas.

Je pense aussi à nos chercheurs, nos ingénieurs, nos entrepreneurs, nos créateurs. Pour moi la France, c'est vous, vous les créateurs d'entreprises, les vrais entrepreneurs, les vrais créateurs d'emplois. Et vous, aujourd'hui, vous n'êtes pas aidés. « *Les banques marchent sur la tête, elles nous tournent le dos alors qu'on les a aidées.* » nous ont dit de multiples patrons de PME, artisans et commerçants croisés dans ce tour de France.

Pour moi la France, c'est vous, vous qui animez bénévolement les syndicats et les associations. Vous les Français solidaires et fraternels, comme ce jeune homme rencontré à Grenoble venu nous demander ce qu'il pouvait faire pour aider à changer notre pays.

Oui, décidément, on est Français quand on partage les valeurs de la France et quand on veut construire ensemble son avenir.

*

Quelle société voulons-nous ?

En effet, **la cohésion d'une nation, c'est de partager une communauté de destin.**

Le problème de la France n'est pas tant une panne d'identité qu'un présent difficile et une absence d'avenir. Ce qu'attendent les Français, c'est une nouvelle donne. C'est à nous, politiques, de redonner un sens à la société.

Le système actuel marche sur la tête. Il faut en changer, transformer profondément notre manière de produire, de redistribuer, de consommer, mais aussi de vivre ensemble, je vais y revenir.

*

Mais je voudrais auparavant me faire le porte-parole des milliers d'hommes et de femmes rencontrés dans ce tour de France en évoquant trois urgences absolues. Autant le dire clairement : **les Français s'interrogent moins aujourd'hui sur leur identité ...que sur leurs fins de mois !**

- **La première urgence, c'est l'emploi et le pouvoir d'achat.**

Face à la crise, le président de la République a choisi son camp : les « grands » seraient protégés et les « petits » paieraient.

Aux premiers, il a accordé le bouclier fiscal, la suppression de la taxe professionnelle, le sauvetage des banques, ou plutôt des banquiers, car ni les PME ni les particuliers n'ont vu la couleur des milliards d'euros dont elles ont bénéficié.

Les seconds, c'est à dire tous les autres, n'ont eu droit qu'à un plan de relance insuffisant sur l'investissement, insignifiant sur la consommation et inconséquent sur l'emploi. Et à cela, s'ajoute la farce du grand emprunt.

Un chiffre éclaire ce lâchage présidentiel de la France du travail et quoiqu'en dise le Président de la République encore hier se félicitant de faire mieux que les autres. A la veille de la crise, en juillet 2008, la France et l'Allemagne avaient le même taux de chômage, 7,4%. Aujourd'hui, la France est à 10% et l'Allemagne à 7,6%. La condamnation est sans appel. La faute est grave. Les conséquences sont lourdes.

Et qu'on ne nous parle pas de sortie de crise. Que les financiers soient sortis d'affaire, c'est indéniable. Les banques affichent des bénéfices insolents sans retour pour l'Etat et les français. La valse indécente des bonus, des stocks options et des parachutes dorés a repris dans les entreprises y compris celles qui se sont effondrées dans la crise.

Mais la crise sociale est bien là et malheureusement encore largement devant nous. On annonce 500 000 chômeurs de plus dans les mois qui viennent ! La situation est fragile, l'investissement ne se redresse pas, la consommation flanche, il faut la soutenir en donnant du pouvoir d'achat, comme il faut engager les investissements pour préparer l'avenir.

Alors je le redis au Président de la République : vous persistez et signez, la réalité vous rattrape. Prenez la mesure des difficultés et agissez.

Les socialistes proposent quatre mesures simples : un remboursement de TVA de 200 euros à 16 millions de ménages pour relancer la consommation ; l'allongement de six mois des durées d'indemnisation du chômage et de chômage partiel pour accompagner les victimes de la crise ; la création immédiate de 150 000 emplois jeunes –premiers touchés par la crise- ; des moyens pour les collectivités locales qui réalisent les trois quart des investissements publics.

Ces mesures peuvent être financées par la suppression de la baisse de la TVA dans la restauration qui n'a eu aucun impact ; par une augmentation de 10% de l'impôt sur les sociétés des banques ; par la suppression de la subvention absurde aux heures supplémentaires ; par le remboursement des dettes de l'Etat aux collectivités locales.

*

- **La deuxième urgence, c'est le logement.**

La crise a mis des centaines de milliers d'hommes et de femmes dans la situation de ne plus pouvoir assumer leur loyer ou les charges de remboursement. Le logement est le premier poste budgétaire dans la consommation des ménages modestes, jusqu'à 50 % du budget dans certains cas.

Alors je veux aujourd'hui faire deux propositions simples : un plan massif de construction de logements et le gel des loyers pour cinq ans. Entre les locataires et les propriétaires, le balancier a franchi les limites du raisonnable. Il faut retrouver un équilibre. Et s'attaquer à la question de la précarité énergétique qui touche désormais une proportion préoccupante de la population.

*

La troisième urgence, c'est de mettre fin aux rémunérations excessives et aux avantages fiscaux indus.

La crise est dure, ces injustices la rendent insupportables.

Les députés socialistes ont déposé des propositions de loi justes : l'abrogation du bouclier fiscal ; la limitation des bonus à la part fixe du salaire, la suppression des stock-options sauf pour les PME naissantes ; mais aussi la limitation de la hiérarchie des rémunérations.

Voilà des propositions susceptibles de remettre la France à l'heure de la justice !

*

Nos compatriotes veulent des solutions concrètes et immédiates à leurs problèmes.

Mais ils s'inquiètent aussi pour l'avenir de leur pays, pour celui de leurs enfants.

Ils attendent de nous une vision de la société, un projet, une perspective de progrès. Ils demandent : si vous revenez au pouvoir en 2012, que ferez-vous ? Où voulez-vous conduire notre pays ?

Je ne vais pas là bien sûr vous décliner le projet des socialistes pour 2012. Ce projet est en chantier et nous avançons fortement. Ce tour de France nous a conforté dans nos certitudes.

La première certitude est que **l'heure n'est plus à proposer quelques adaptations au système actuel, il faut en changer.** La crise est globale, la réponse doit être globale.

Deuxième certitude, il est **temps de renoncer à nos renoncements.** La sociale démocratie traditionnelle a accouché d'un système de protection sociale qui est une référence dans le monde. Mais elle n'a pas su répondre aux enjeux de notre temps. Il nous faut en effet réinventer les réponses aux défis de la mondialisation, des chocs démographiques, écologiques et technologiques.

Oui, c'est **une nouvelle donne que nous devons proposer.**

*

- **Une nouvelle donne économique et durable** d'abord, en s'appuyant sur un Etat stratège qui régule puissamment l'économie, en oriente le cours et corrige les excès du marché ; un Etat stratège qui soutient la recherche et prépare l'avenir.

L'Etat devra donner au moins **trois directions** à l'économie de notre pays : **conduire la mutation écologique de notre industrie, la révolution numérique de nos services et la transformation biologique et raisonnée de notre agriculture.** Ce sont les révolutions industrielles du XXI^e siècle.

A nous de nous y engager pleinement. En n'oubliant jamais que le génie français, c'est de réussir le mariage entre l'innovation et la solidarité. Le TGV et le RER, l'internet à haut débit et le prix unique du timbre, le Génopole, et les centres de santé de proximité.

Il ne s'agit pas de renoncer au progrès, à la science, à la technologie. Il s'agit de leur assigner une direction : le développement humain dans le respect de la planète.

Pour cela, soutenons la recherche aujourd'hui oubliée ; les créateurs, les innovateurs, les ingénieurs aujourd'hui supplantés par les financiers dans les entreprises ; les PME aujourd'hui étranglées par les banquiers.

*

- **Nous voulons aussi une nouvelle donne sociale fondée sur un autre partage des richesses, sur une fiscalité profondément redistributive et une revalorisation du travail.**

À la crise du chômage, s'ajoutent aujourd'hui une profonde crise du travail, un travail mal rémunéré et précarisé ainsi que des conditions de travail difficiles. La souffrance et le stress au travail, les maladies professionnelles, les harcèlements, les métiers pénibles et les rythmes absurdes se développent. N'oublions pas les suicides au travail, et je sais que la Bretagne à Lannion n'a pas été épargnée par ceux de France Telecom.

Oui, il faut revaloriser le travail, non pas par des slogans du type « *travailler plus pour gagner plus* », mais en retrouvant le chemin de l'emploi, de la juste rémunération du travail, de la reconnaissance des compétences des salariés. Il nous faut mettre en place de nouveaux droits adaptés à un monde où il faudra pouvoir changer d'entreprise et sans doute de métier, de nouveaux droits pour protéger contre les changements nécessaires, mais aussi pour progresser professionnellement. **C'est ce que nous appelons la sécurité sociale professionnelle tout au long de la vie.**

C'est par cette réelle revalorisation du travail que passe aussi l'émancipation de chaque homme et chaque femme. Elle s'adresse bien sûr aux salariés, mais aussi aux travailleurs indépendants, artisans, commerçants, créateurs de TPE ou de PME, et au monde des nouveaux métiers des services ou des technologies, qui font tous la richesse de notre pays. **Renouer le fil avec et entre tous ces hommes et toutes ces femmes qui font la force de notre économie et la richesse de notre pays, c'est l'un des enjeux majeurs pour la France, auquel le socialisme du XXI^e siècle doit répondre.**

Cette nouvelle donne sociale doit permettre l'émancipation réelle de chacun et le développement de chaque territoire. **Pour ce faire, il nous faut des services publics forts, mais aussi profondément rénovés.**

En effet, il faut le dire, la gauche a souvent privilégié des réponses uniformes. Il nous faut aujourd'hui garder ces protections collectives que la droite veut mettre à bas, mais les adapter aux aspirations individuelles, aux difficultés et aux atouts de chacun.

Il convient en effet de personnaliser les réponses : par exemple en accompagnant chaque personne âgée, en tenant compte de ses aspirations, de sa situation de santé et de ses moyens financiers pour qu'elle prenne toute sa place dans la société, qu'elle réalise ses projets. Nous devons aussi apporter à chaque enfant les soutiens, les méthodes pédagogiques et les rythmes scolaires dont il a besoin. Ceci nécessite, et nous le préparons, un nouveau pacte éducatif, en redonnant leur fierté et leur place aux enseignants.

Ceci nécessite aussi de donner à chaque jeune **une allocation d'autonomie** pour se former, se loger et construire sa vie, quelle que soit la situation de ses parents. C'est ainsi que nous permettrons à cette jeune fille de la Seyne-sur-Mer, qui nous a tous émus, de construire sa vie.

*

- **Nouvelle donne économique, nouvelle donne sociale mais aussi nouvelle donne démocratique** face à un président autocratique qui veut décider de tout et mettre tous les pouvoirs sous sa coupe. Il nous faudra en 2012, construire une 6^{ème} république fondée sur un régime parlementaire fort, des contre-pouvoirs restaurés, une presse et une justice indépendante, une vraie décentralisation, une démocratie sociale renouvelée ainsi que de nouvelles formes de participation des citoyens à la vie publique.

- **Nouvelle donne internationale enfin** : une France respectée dans les enceintes internationales, pour son indépendance, pour ses valeurs. Une France fer de lance d'une Europe politique, économique et sociale-écologique, porteuse d'un message universel vers le monde, un nouveau monde solidaire avec le Sud.

*

Ce nouveau projet pour la France, vous l'avez compris, s'appuie profondément sur les valeurs de notre identité.

Il redonne du sens à une société qui l'a perdue sous les coups de butoir du libéralisme financier et de ceux qui le soutiennent.

Redonner du sens, c'est faire à nouveau rimer liberté et égalité, sachant que sans droits réels d'accès à l'éducation, au logement, à la santé, à l'emploi, on n'est pas libre de construire sa vie.

Redonner du sens, c'est faire aussi des individus, des citoyens respectueux des règles et respectueux des autres.

Pas plus qu'aujourd'hui, la droite ne peut nous donner des leçons en matière économique ou de gestion tant son échec est grand, elle ne pourra non plus nous donner à l'avenir de leçons sur la sécurité. Quand, par idéologie, on supprime des effectifs dans la justice et la police, quand on supprime la police de proximité, quand on ne s'attaque pas aux causes profondes qui engendrent la violence, et bien l'échec est patent.

Mais donner du sens, c'est aussi demander aux Français -et ils l'attendent, ils nous l'ont dit-, de nous aider à former une société plus solidaire et plus fraternelle.

Il nous faut construire des nouveaux liens entre les personnes, des solidarités concrètes et collectives. Il nous faut retrouver le souci de l'autre : tendre la main à un enfant qui dérape, lutter contre l'isolement des plus âgés ou des plus exclus, avoir un autre regard sur ceux qui sont différents...

Cette société là, j'en suis convaincue, correspond à la France qu'on aime.

Le bonheur d'une société ne se résume pas à l'accumulation de biens matériels, même si chacun doit pouvoir bénéficier de l'essentiel pour vivre.

Le bonheur, c'est de ne pas être obligé de travailler le dimanche : on a six jours pour avoir, pour acheter, nous voulons garder un jour pour être, c'est-à-dire du temps pour soi, pour sa famille, pour les autres.

Le bonheur c'est de vivre dans une société apaisée parce que juste, et donnant sa chance à chacun.

Le bonheur, c'est de nouer autour de soi des relations amicales et affectives.

Le bonheur, c'est aussi de partager les grandes émotions que nous apporte la culture.

Dans le fond, ce que nous voulons, c'est une société qui prend soin de chacun, où chacun prend soin des autres, et où ensemble nous prenons soin de l'avenir.

C'est cela la France qu'on aime. Nous la ferons avec vous.

C'est cela le message de Rennes.

